

LES JEUNES POUR LE CLIMAT. VERS UN RENOUVEAU POLITIQUE ?

Une publication de l'Institut d'Éco-Pédagogie

THÉMATIQUES

- Mobilisation climat
- Histoire du néolibéralisme
- Crise politique

POUR CITER CETTE ANALYSE

Tondeur, K., « Les jeunes pour le climat. Vers un renouveau politique ? », in "Analyses", Productions de l'Institut d'Éco-Pédagogie (IEP), Mars 2019.

À PROPOS DES ANALYSES

Les analyses de l'Institut d'Éco-Pédagogie (IEP) sont autant de prises de position qui reflètent la diversité des points de vue au sein de l'association. Elles ont pour objectif de susciter la réflexion et le débat et se veulent un soutien à l'action.



Institut d'Éco-Pédagogie
Rue Fusch, 3
B 4000 Liège Belgique

<http://institut-eco-pedagogie.be>
Tél : +32 (0)4 2509584
Email : info@institut-eco-pedagogie.be



Depuis l'automne 2018, le mouvement pour le climat prend de l'ampleur en Belgique et ailleurs. Il a pris une dimension particulière avec la mobilisation des écolier·ière·s – rapidement rejoint·e·s des étudiant·e·s et de « grands-parents pour le climat » – qui font grève et manifestent tous les jeudis pour une politique climatique plus ambitieuse. Tant la durée du mouvement que l'opiniâtreté affichée malgré la complexité d'une thématique autour de laquelle peuvent difficilement s'articuler de revendications immédiates, donnent à cette mobilisation un caractère exceptionnel. Analysée à la lumière d'une grille de lecture historique, la mobilisation des jeunes pour le climat semble donner corps à une alternative politique qui dépasse l'unique enjeu climatique.

Bien sûr, les mauvaises langues diront que ce mouvement est le fait d'une poignée de bourgeois-bohèmes. Certain·e·s affirmeront que son succès n'est dû qu'à l'impulsion de quelques leaders charismatiques ou à un effet de groupe entre jeunes. D'autres encore invoqueront l'été caniculaire qu'a connu la Belgique en 2018 pour expliquer ce mouvement soudain.

Mais si ces critiques offrent sans doute quelque éléments d'explication conjoncturels, elles passent à côté d'un constat majeur. À notre sens en effet, le mouvement des jeunes pour le climat gagne à être compris non pas comme la seule manifestation d'une psychologie sociale ou d'un déterminisme environnemental, mais bien comme le produit des crises multiples qui mettent à mal le modèle de gouvernance néolibéral. C'est dans cette optique que cette analyse ambitionne de resituer les mobilisations de ces derniers mois dans le contexte d'instabilité économique, sociale, écologique et politique des dernières décennies. À la lumière de cette grille de lecture historique, le mouvement des jeunes pour le climat n'apparaît pas comme un « effet de mode » marginal mais bien comme participant d'une réelle alternative au néolibéralisme vert et à l'extrême-droite climato-sceptique qui verrouillent depuis trop longtemps l'horizon de nos possibles politiques...

Quatre décennies de gouvernance néolibérale ont soumis le social et la nature aux lois du marché.

De la dictature chilienne aux démocraties occidentales en passant par les politiques d'ajustement structurel qu'ont connu les États africains dès les années 1980, la doctrine néolibérale s'est progressivement imposée – depuis le premier choc pétrolier de 1971 – comme modèle économique et politique majeur (Hilgers 2012).

S'il existe sans doute autant de variantes du néolibéralisme que de régions où celui-ci a su s'implanter, les fondamentaux de ce renouveau de l'économie libérale sont néanmoins connus : une réorganisation profonde du rôle de l'État, la dérégulation des marchés, la réduction des dépenses publiques et la privatisation de secteurs autrefois assurés par la puissance publique (la santé, les transports, l'éducation, les systèmes d'assurance sociale et les pensions, la sécurité, etc.) ou encore une réorganisation des politiques fiscales au bénéfice des investisseurs et entreprises privées. En bref, un approfondissement des logiques de marché, d'une part (flexi-jobs, mini-jobs, blocages des salaires, etc.), et une extension des rapports marchands vers des territoires (*e.g.* les pays de l'ex-union soviétique) et des sphères du monde vivant (social *et* naturel) qui leurs étaient jusqu'alors fermés, d'autre part. Outre les secteurs mentionnés ci-avant, il en va ainsi de l'information, de la connaissance et de la culture par exemple, mais aussi de l'eau, de l'air, de l'énergie, etc. Et cela de l'échelle la plus grande – telle que l'achat massif de terres agricoles par la Chine, à l'infiniment petite avec le brevetage des semences génétiquement modifiées (Dardot et Laval 2015 : 118).



Sensé répondre aux lourdeurs de « l'Etat-Providence », le bilan de ces politiques néolibérales est au contraire désastreux. Les 40 dernières années affichent une augmentation sans précédent du taux de profit engrangé par les entreprises et les plus riches uniquement rendue possible par l'exploitation du monde du travail¹ et le pillage accéléré des ressources naturelles (que permet une technologie toujours plus poussée) : sols, sous-sols, fonds marins, forêts, pêcheries, tourbières, tout y passe.

Face à de telles injustices, comment comprendre que le néolibéralisme ait pu s'imposer si longtemps comme s'il n'y avait pas d'alternative ?

Le consentement par la domination culturelle pour étouffer le sentiment d'injustice.

Comme tout régime politique, les gouvernements néolibéraux assurent leur légitimité auprès des populations sur une base juridique et institutionnelle, mais aussi culturelle. Pour être acceptée par une majorité, la subordination injuste des rapports sociaux et des écosystèmes aux mécanismes de marché – qui s'opère au détriment des populations humaines et non-humaines – a nécessité et nécessite toujours « la construction active du consentement » (Harvey 2014 [2005] : 71).

C'est ainsi qu'« instiller toujours plus de concurrence dans les rouages sociaux » (Dardot et Laval 2015 : 135), glorifier le pouvoir d'achat et la liberté des consommateurs, vanter la flexibilité et la « culture d'entreprise », culpabiliser les bénéficiaires de la protection sociale et dénigrer l'efficacité des services publics participent selon nous de mécanismes culturels de domination qui contribuent à façonner de nouvelles manières de penser et d'agir plus en phase avec les besoins de l'économie... et justifient en retour la privatisation des services sociaux, la chasse aux chômeurs, etc.

La logique n'est pas bien différente en matière de gestion de la nature. Comme le prétendait déjà Garret Hardin dans la « Tragédie des communs » (Hardin 1968), un article qui continue de bien résumer l'approche néolibérale de l'environnement : seule la privatisation des « communs » (*i.e.* tout ce qui ne relève ni de la propriété publique, ni de la propriété privée²) permet de les sauver d'une exploitation autrement désastreuse. Pour Hardin en effet, chaque propriétaire est encouragé à assurer le renouvellement de l'écosystème dont il tire lui-même profit. Inversement, les lieux et ressources qui font l'objet d'un usage et d'une propriété commune sont voués à la ruine puisque chaque producteur-riche essaye d'en tirer un maximum de bénéfices personnels sans se soucier des dégâts engendrés, reportés, eux, sur l'ensemble de la collectivité (il va de soi qu'à nos yeux ce raisonnement est grevé de présupposés conservateurs sur la prétendue rationalité économique et individualiste des êtres humains : on pourrait facilement y opposer qu'une telle rationalité n'a rien de naturel mais est en vérité le *produit* au moins partiel des rapports marchands capitalistes).

« Étendre à tous les niveaux l'idéal de la responsabilité individuelle » (Harvey 2014 [2005] : 97), voilà donc comment pourrait se résumer le versant culturel du projet néolibéral³. Et il va s'en dire

1 Depuis 1980, les 1% les plus riches de la population ont ainsi capté pas moins de 27 % de la croissance mondiale (Alvaredo, Facundo, Lucas Chancel *et al.* 2018). Il n'est plus à démontrer que le fossé des inégalités n'a jamais été aussi grand et continue de se creuser (voir notamment : Harvey 2014 [2005] ; Pinçon et Pinçon-Charlot 2013).

2 L'histoire humaine foisonne d'exemples de tels lieux et ressources (forêts, systèmes d'irrigations, pâturages, etc.) dont la gestion pérenne fut ou reste organisée autour d'un usage et d'une propriété commune.

3 La brièveté de l'analyse pourrait laisser croire ici qu'il s'agit d'un processus concerté que piloterait sciemment un groupe bien défini. Il n'en est rien. S'il existe sans nul doute des rapports de classes où s'expriment des intérêts et



que ce discours a su percoler dans nos organisations environnementales, rencontrer et satisfaire certains désirs écologiques. Entre éthique du colibri⁴, transition intérieure et potager au balcon, on comprend mieux dès lors l'engouement pour les éco-gestes du quotidien et la promptitude de nos gouvernements à favoriser les « éco-taxes » qui, à la différence de l'impôt progressif, ne représentent pas un mécanisme de solidarité collective mais s'appliquent universellement à chacun-e sans tenir compte ni du revenu réel, ni de la part de responsabilité face aux bouleversements environnementaux.

Or si tout le monde n'est pas également réceptif à ce chant de sirène⁵, il n'en reste que l'incapacité dont ont longtemps fait preuve la société civile, les mouvements syndicaux et les composantes progressistes à opposer au modèle dominant un contrepoids suffisant témoigne de toute la difficulté à imaginer des « lendemains qui chantent » dans un contexte culturel dominé par la responsabilisation individuelle et l'injonction constante à devenir « entrepreneur de sa propre vie » (Ehrenberg 1987 : 35).

Les crises financière et climatique provoquent l'effritement du modèle néolibéral.

Deux « évènements » au moins ont toutefois ouvert une brèche dans cette pensée quasi-hégémonique :

- La crise financière de 2007-2008 et la décision de renflouer les banques en accélérant d'autant plus les politiques d'austérité. Comme l'écrit Gloria-Palermo (2009 : en ligne), « cette crise se distingue des précédents accrocs au mythe néolibéral par la conjonction de quatre circonstances : (1) son origine : l'échec du marché à se réguler touche non plus un pays émergent ou en développement mais le gotha de la finance mondiale ; (2) son ampleur : il s'agit de la plus importante crise économique depuis l'après-guerre et le parallèle avec l'ampleur de la crise de 1929 devient évident ; (3) son rayonnement : aucun acteur et aucun secteur n'est à l'abri ; (4) sa nature : les institutions développées dans le but d'optimiser le système financier (titrisation, agences de notation) sont à l'origine même de son implosion ».
- L'ampleur des destructions écologiques et de la menace climatique qui s'accroît sans cesse depuis la première conférence mondiale de 1979 sur le climat et l'incapacité du système à mettre en place une transition crédible pour enrayer les destructions qu'il engendre. Sous la

des stratégies de classe (Pinçon et Pinçon-Charlot 2013), le processus culturel dont nous faisons état ici relève aussi d'un procès diffus, non-organisé, que produisent et reproduisent – plus ou moins consciemment – une multiplicité d'acteur-riche-s aux intérêts non-nécessairement alignés, voire conflictuels : entreprises privées, États, organisations supra-nationales, société civile et ONG, individus, etc.

- 4 La métaphore du colibri fut popularisée par Pierre rabhi, fondateur du mouvement « Colibris. Faire sa part ». La maxime du mouvement renvoie à la légende de colibri : alors que le feu ravage la forêt, le petit colibri s'active à aller chercher quelques gouttes d'eau avec son bec pour les déverser sur les flammes. Conscient que son action seule ne permettra pas d'éteindre l'incendie, le colibri entend malgré tout « faire sa part ». Logiquement, le mouvement des Colibris « place le changement personnel au cœur de sa raison d'être, convaincu que la transformation de la société est totalement subordonnée au changement humain » (plus d'informations ici : <https://www.colibris-lemouvement.org/mouvement/notre-mission>)
- 5 Au même titre que les réformes politiques et institutionnelles promues par les théoriciens de l'économie néolibérale n'ont pu être implémentées qu'à des degrés et sous des formes diverses selon pays et régions, la construction culturelle du consentement rencontre des populations et des individus qui s'y montrent plus ou moins réceptifs (du fait de schèmes sociaux et culturels qui leurs sont propres) et a pu buter, çà et là, contre des résistances plus ou moins fortes.



pression de l'évidence scientifique (les rapports du GIEC notamment), des revendications citoyennes et de l'actualité médiatique (feux de forêts en Suède, invasion d'ours polaires affamés dans les villes du Nord de la Russie, records de température battus d'année en année, etc.) les gouvernements néolibéraux sont de plus en plus contraints d'agir mais n'ont souvent d'autre choix – dans la logique qui est la leur – que d'intensifier l'austérité et de promouvoir l'éco-responsabilité (dont on connaît les effets culpabilisants) pour tenter de ralentir le réchauffement du climat. Cela alors que (1) la responsabilité historique de la pollution industrielle est désormais clairement établie, tout comme (2) la nécessité des mesures structurelles à hauteur de l'urgence climatique.

Avec ces deux crises, la rhétorique selon laquelle d'un 'climat favorable aux affaires' dépend le bien-être de toutes et tous comme celui...du climat tout court, est devenue de plus en plus difficile à défendre ! Et la sanction se fait directement sentir dans les urnes : des États-Unis à la France en passant par l'Allemagne et la Belgique, les partis traditionnels de gauche comme de droite payent la facture de l'austérité qu'ils ont activement promue ou, à défaut, accepté de co-gérer (Tanuro 2018 : 149-150).

Le néolibéralisme vert fait le lit des droites extrêmes et climato-sceptiques.

Quelles sont les conséquences de cette perte de crédit ? En réponse à la pression écologique qui pèse sur le politique et le monde entrepreneurial, monte en flèche un axe ultra réactionnaire, pro carbone et climato-sceptique qui s'active à freiner la transition. C'est la rencontre entre les grandes industries et lobbies de la pétrochimie qui refusent la perte de leurs privilèges, et les droites identitaires, racistes, sexistes et homophobes. Contre l'interventionnisme, les sanctions et les régulations – que prévoit l'accord de Paris sur le climat – leurs représentants prônent le retour d'une économie nationale protectionniste et n'hésitent pas à critiquer « l'establishment » et « la finance » (tout en étant eux mêmes souvent issus ou proches de celle-ci).

Trump aux USA, Bolsonaro au Brésil ou encore Duterte aux Philippines font partie d'une telle nébuleuse. Et l'Europe n'est pas en reste. Comme le formule Jean-Baptiste Fressoz, historien des sciences au CNRS, « en Pologne, un gouvernement aux penchants autoritaires défend bec et ongles les mines de Silésie. En Allemagne, le parti nationaliste AfD soutient les mines de charbon ; son chef, Alexander Gauland, doute même que *'l'homme puisse contribuer au changement climatique'*. En Grande-Bretagne, les ténors du *'Brexit dur'*, Boris Johnson, Jacob Rees, ou Nigel Farage sont tous climatosceptiques. [...] La vague brune qui s'abat sur le monde carbure au charbon » (Fressoz 2018 : en ligne ; souligné dans le texte). La France avec le Rassemblement National (ex- FN) et la Belgique, avec le Vlaams Belang et la N-VA, sont loin d'être épargnées⁶.

Partout, de tels mouvements politiques surfent sur les peurs et les affects que facilitent les déstabilisations géopolitiques engendrées par la crise financière et les déplacements de populations qui fuient la misère. De même qu'ils puisent une partie de leur légitimité dans le mécontentement ambiant à l'égard d'une écologie socialement injuste qu'entendent imposer des États et instances

6 Si on s'intéresse aux différences régionales en Belgique, il serait crédule de déduire des résultats électoraux que velléités et ressentiments réactionnaires sont absents en Wallonie et à Bruxelles. On peut postuler en effet que le faible score des partis ultra-conservateurs et d'extrême droite (qui contraste avec le succès flamand) s'y explique plus par l'absence d'un parti structuré et unifié que par de drastiques différences sociales et culturelles entre le Nord et le Sud du pays.



internationales de plus en plus autoritaires. Mécontentement d'autant plus facile à capter qu'il trouve plus difficilement à s'exprimer à gauche. Où, comme l'écrivent Dardot et Laval (2015 : 11), « l'effondrement de ce qui avait constitué l'alternative socialiste depuis le milieu du XIXe siècle, et qui avait permis de contenir ou de corriger certains des effets les plus destructeurs du capitalisme, accroît le sentiment que l'action politique effective est impossible ou impuissante ». Avec le mouvement pour le climat, ce sentiment pourrait être en train de changer...

Vers une alternative écosociale⁷.

Par un de ces paradoxes dont l'histoire est parfois faite, le choix assumé depuis plusieurs décennies de repousser au plus tard la transition écologique d'un modèle économique historiquement constitué autour des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz, etc.) – tout en stimulant les consciences écologiques individuelles – semble avoir créé les conditions d'une des contestations les plus radicales de ce système.

Premièrement, parce que l'urgence climatique est aujourd'hui telle que tout projet de transition douce *dans les limites du système capitaliste* est devenu une proposition criminelle : répondre aux objectifs de l'accord de Paris de maintenir le réchauffement sous 2° (préférentiellement sous 1,5°) avec zéro émission de carbone à l'horizon 2050 nécessite dorénavant une sortie de piste. Ensuite, parce qu'une partie de plus en plus large de la population est désormais « écologiquement mûre » pour s'en rendre compte. Enfin, parce que l'ampleur planétaire de la crise environnementale facilite une prise de conscience globale d'une destinée commune à toutes et tous, et appelle à la solidarité entre les peuples de la Terre et avec les non-humains (*e.g.* le slogan « nous sommes la nature qui se défend ! »).

Dans ces circonstances, l'idée d'une révolution, non plus comme « locomotive de l'histoire » mais comme « frein d'urgence » climatique et écologique grignote logiquement du terrain⁸. Désobéissance civile, blocages et occupations de l'espace public, on sent que le refus des injustices et le désir de changement sont réels ; de même que l'acceptation d'un rapport conflictuel sur les questions climatiques et environnementales.

Par leurs actions, les jeunes donnent aujourd'hui corps à cette alternative politique.

En Belgique, la marche pour le climat de décembre 2018 eu à cet égard l'effet d'un détonateur. D'un côté, en réunissant plus de 75.000 personnes, elle a lancé un appel fort vers le politique et ouvert le bal des mobilisations qui ont suivi. De l'autre, son manque d'impact direct sur la position de la Belgique à la COP24 de Katowice envoyait un message clair vers les citoyen·ne·s : *demander* une politique climatique ambitieuse et juste ne suffit pas – il faut l'exiger en s'engageant dans un rapport de force.

Ce message, les jeunes l'ont très bien reçu. En multipliant les grèves tournantes hebdomadaires et en promouvant activement l'organisation d'un mouvement qui dépasse les frontières linguistiques, géographiques et sociales (par l'appel à une grève mondiale pour le climat, par les appels du pied

⁷ Nous utilisons ici ce néologisme dans sa signification première (écologie-sociale) et non comme marqueur politique tel qu'il a pu être récemment avancé par le parti socialiste (PS).

⁸ Ces termes sont repris de l'oeuvre de Michael Löwy (2019), *La révolution est le frein d'urgence. Essai sur Walter Benjamin*. Paris : Éditions de l'Éclat.



multipliés vers les mondes syndical et associatif), les écolier·ière·s renouent avec 3 outils phares du mouvement social : la grève, la solidarité internationale et l'action collective. Ce faisant, n'ont-ils/elles pas apporté au mouvement pour le climat une tradition militante issue du monde du travail, dont la mouvance écologique restait jusqu'alors par trop orpheline ?⁹

À nos yeux, bien au-delà d'un effet de groupe entre jeunes ou du rôle de quelques personnalités influentes, le succès de cette stratégie est évident.

Jusqu'il y a peu, quelle était la réalité politique en Belgique ? L'atmosphère était délétère et la tendance, à la résignation¹⁰. Outre le contexte historique global évoqué ci-dessus, 4 ans et demi d'un gouvernement fédéral MR-Open VLD-CD&V-NVA ont fait très mal à la cause écologique et aux mécanismes de solidarité sociale ; tout en alimentant un climat de peur autour de la question migratoire. Le 9 décembre 2018, les ministres et secrétaires d'État NVA quittaient le gouvernement prétextant d'un désaccord autour du pacte de Marrakech pour les migrations. Et moins de deux semaines plus tard défilaient à Bruxelles quelques 3000 fascistes. Sécurité et migrations, les dés d'une campagne électorale de longue haleine semblaient jetés...

Or aujourd'hui, quel est le bilan provisoire de 4 mois de mobilisation pour le climat, et principalement de la mobilisation des jeunes ? Les thèmes de la sécurité et des migrations ont été relayés au second plan de l'espace médiatique comme du débat politique : c'est la lutte contre le réchauffement et pour la justice climatique et sociale qui est sur toutes les lèvres et qui fait la une des journaux. La société civile, les organisations syndicales et toutes les formations politiques sont interpellées. Et arrivent déjà sur le tapis des propositions concrètes : loi climat, gratuité des transports publics, fond public-privé pour le climat, etc¹¹.

Bien sûr, il ne s'agit là que de propositions de campagne. Bien sûr, le mouvement pour le climat est lui-même traversé de volontés diverses (la réception des jeunes à l'Élysée par le président Français Emmanuel Macron et l'engouement autour de la pétition plus que controversée « *sign for my future* » posent notamment question). Mais il n'empêche, le message des jeunes est clair : « Nous ne sommes plus dupes. Nous ne voulons plus être tenus pour seuls responsables ! »¹². Refuser les fausses solutions du néolibéralisme vert, faire reculer la droite et l'extrême droite climato-sceptique, imposer un agenda politique pour un plan climat contraignant et plus de justice sociale, voilà tout l'enjeu de l'alternative que contribue à construire le mouvement – des jeunes – pour le climat !

Kim Tondeur
Chargé d'analyse et de rédaction
Institut d'éco-pédagogie
kim.tondeur@institut-eco-pedagogie.be

9 Voir à ce sujet notre analyse sur le militantisme, l'activisme et la militance : <http://institut-eco-pedagogie.be/spip/spip.php?article523>

10 La responsabilité des trois syndicats, qui ont fait le choix d'attendre les prochaines élections et d'enterrer la contestation au profit d'une concertation en panne, cela malgré le succès des mobilisations de 2014, est évidente.

11 Si bien que la NVA elle-même est obligée de réagir (à sa manière...en proposant la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. Source : https://www.rtf.be/info/belgique/detail_rechauffement-climatique-pour-bart-de-wever-la-solution-passe-par-la-technologie-et-le-nucleaire?id=10129731).

12 Entendu à la manifestation pour le climat à Liège, le 28/02/19.



Pour aller plus loin :

Alvaredo, Facundo, Lucas Chancel et al., 2018. « Rapport sur les inégalités mondiales », *Laboratoire sur les inégalités mondiales*, en ligne, consulté le 04/03/2019. URL : <https://wid.world/fr/accueil/>

Dardot, Pierre et Christian Laval, 2015. *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La Découverte.

Ehrenberg, Alain, 1987. « Héroïsme socialement transmissible », *Autrement*, 86, pp. 32-44.

Gloria-Palermo, Sandye, 2009. « Le néolibéralisme à l'épreuve de la crise financière et économique ». *Le Monde*, en ligne, consulté le 28/02/19. URL : https://www.lemonde.fr/idees/chronique/2009/05/07/le-neoliberalisme-a-l-epreuve-de-la-crise-financiere-et-economique_1189926_3232.html

Hardin, Garret, 1968. « The tragedy of the commons », *Science*, 162 (3859) : pp. 1243-1248.

Harvey, David, 2014 [2005]. *Brève histoire du néo-libéralisme*. Paris : Les Prairies Ordinaires.

Hilgers, Mathieu, 2012. « The historicity of the neoliberal state » , *Social Anthropology/Anthropologie Sociale*, 20 (1), pp. 80-94.

Löwy, Michael, 2019. *La révolution est le frein d'urgence. Essai sur Walter Benjamin*. Paris : Éditions de l'Éclat.

Pinçon, Michel et Monique Pinçon-Charlot, 2013. *La violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale*. Paris : La Découverte.

Tanuro, Daniel, 2018. *Le moment Trump. Une nouvelle phase du capitalisme mondial*. Paris : Demopolis.

Liens web :

<http://institut-eco-pedagogie.be/spip/spip.php?article523>

https://www.rtf.be/info/belgique/detail_rechauffement-climatique-pour-bart-de-wever-la-solution-passe-par-la-technologie-et-le-nucleaire?id=10129731

<https://www.colibris-lemouvement.org/mouvement/notre-mission>